

ver cette terre qu'il faut tourner toute son attention. Aussitôt que la sécheresse a rendu le sol meuble et friable, on fait passer plusieurs fois de suite le rouleau suivi d'une herse à dents rapprochées; la terre qui adhérait aux racines tombe à la suite des secousses multipliées que reçoivent celles-ci, et l'on peut être assuré de leur destruction si la sécheresse dure encore quelques jours après l'opération."

Quant aux plantes annuelles ou qui ne se multiplient que de leurs graines, le problème est assez facile à résoudre; il suffit de les empêcher de venir à graines ou de les détruire avant qu'elles puissent se reproduire. Dans ce but, aussitôt que la récolte est enlevée, on donne deux coups de herse ou bien un coup de scarificateur, ou encore un léger labour. Les graines de mauvaises herbes germent aussitôt et quand elles sont suffisamment développées on les détruit par le même moyen. Généralement il se fait une nouvelle pousse de plantes nuisibles on la détruit de la même manière, à moins que les froids viennent nous aider dans notre besogne.

Quand une récolte a manqué, le champ se couvre d'une énorme quantité de mauvaises herbes. Dans ce cas, il est presque toujours plus avantageux de sacrifier la récolte en la fauchant quand elle est jeune pour en faire du fourrage.

Enfin, on possède d'excellents moyens de destruction dans les fourrages étouffants, tels que pois, vesces, lentilles, fèves-rolles, coupés en vert et dans les récoltes-racines, semées en lignes et soigneusement sarclées, comme les patates, les navets et les betteraves. En général ce sont ces plantes qui détruisent le plus économiquement les mauvaises herbes.

Contre les joncs, les queues de renard et autres particulières aux terrains humides, on a un moyen sûr et complet de destruction dans l'assainissement du sol; et contre les plantes des terrains tourbeux on a le chaulage.

(A continuer.)

## REVUE DE LA SEMAINE

Pendant ces dernières années, nous avons amèrement déploré la malheureuse fièvre d'émigration qui poussait nos compatriotes vers les Etats-Unis, avec l'espérance de trouver dans les ateliers des industriels américains le travail et les hauts salaires qui leur étaient refusés chez nous. Cette émigration a été doublement désastreuse pour nous. Elle a privé le pays d'une foule de vigoureux travailleurs et rendu presque impossible les grands travaux agricoles. De tous les coins de la Province une plainte générale s'est élevée contre la rareté de la main-d'œuvre et le malaise devint énorme.

D'un autre côté, notre nationalité en perdant ses travailleurs, voyait en même temps son influence diminuer parmi les provinces qui forment actuellement la Confédération Canadienne. C'est de cette époque que date la diminution relative de notre Représentation fédérale, c'est à cette émigration qu'est due la prépondérance actuelle de la Province d'Ontario. Car pendant que la population de la Province de Québec émigré en masse, celle d'Ontario restait dans ses foyers ou du moins n'émigré que très-peu. Aussi cette dernière a-t-elle augmenté dans une énorme proportion tandis que la nôtre restait presque stationnaire.

Doté d'un patriotisme plus éclairé, plus attaché à sa patrie, à sa langue, à sa foi, à ses institutions, le canadien français n'aurait certainement pas émigré; mais le besoin est un mauvais conseiller, on a tout oublié pour ne penser qu'à l'aisance qu'on allait se créer par les hauts salaires offerts par les Américains et le mal s'est fait.

Aujourd'hui les choses sont changées, le courant de l'é-

migration est momentanément arrêté, on remarque même un fort courant contraire qui ramène vers la patrie un grand nombre de ceux qui avaient dû la quitter.

La cause de ce revirement est facile à saisir. Une furieuse crise financière, prévue, plusieurs mois à l'avance, par des économistes réfléchis que certains aveugles traitaient de visionnaires, une crise financière qui a anéanti en quelques jours des fortunes colossales, ruiné un grand nombre d'industriels, arrêté le travail des ateliers, est venue tout-à-coup ébranler l'immense prospérité des Etats-Unis et jeté sur le pavé des centaines d'ouvriers.

C'est donc le besoin qui a refoulé vers nos rivages, les compatriotes que le besoin en avaient chassés. Mais ce ne sont que les plus heureux, les économes, ceux qui ont pu faire des épargnes, que nous voyons revenir; les autres, et ils sont en nombre considérable, est dû demeurer chez nos voisins, attendant qu'une chance quelconque vint leur apporter quelque moyen d'utiliser leurs forces, soupirant après la patrie absente et enviant le sort de leurs compagnons qui retournaient au pays.

Ils ne désirent rien tant que de nous revenir, mais ils ne le peuvent, leurs moyens pécuniaires ne le leur permettent pas. Si on leur accordait des secours suffisants, et si on leur assurait un emploi rémunérateur, ainsi qu'on le fait pour les immigrants étrangers, ils ne tarderaient pas d'un jour à revoir le ciel du Canada.

Dans cette circonstance un grand devoir incombe à nos gouvernants. Nous avons au-delà des lignes, des compatriotes, des amis, des frères, connaissant nos mœurs, nos usages, notre langue, notre religion, attachés au Canada par mille liens; ne les oublions pas; ce sont les meilleurs immigrants que nous puissions chercher à introduire dans le Canada.

L'occasion est belle, grâce à la crise financière qui se fait encore sentir aux Etats-Unis; saisissons-la au cheveu, et que la Législature provinciale fournisse avec empressement les fonds nécessaires. Si, insouciant de notre avenir comme peuple, nous négligeons l'avantage qui nous est offert, nous courons à notre perte, nous laissons notre influence s'amoindrir et nous risquons d'être noyés dans les flots toujours grossissants des nationalités rivales qui nous entourent.

Pour arriver à conquérir la prépondérance politique, les autres provinces de la Confédération, et surtout celle d'Ontario, n'épargnent aucune dépense, quand il s'agit d'accroître le chiffre déjà élevé de leur population.

On sait que le Gouvernement fédéral a pris des arrangements avec les compagnies de steamers transatlantiques par lesquels on accorde aux fermiers avec leurs familles et aux servantes des billets de passage moyennant la faible somme de \$11.25 par tête.

C'est là un avantage énorme et cependant la Province d'Ontario ne trouve pas encore la réduction suffisante, car elle a autorisé ses agents d'immigration à payer \$6.00, par tête, aux immigrants des deux classes précédentes qui s'engageront à venir s'établir dans la Province. Le prix de passage pour ces immigrants se trouve donc réduit à \$5.25 par tête. Nous sommes certains que les immigrants s'empresseront de saisir d'aussi grands avantages, et le printemps prochain verra sans doute une foule considérable de rudes travailleurs prendre le chemin d'Ontario. Déjà pendant l'année dernière plus de 36,000 immigrants se fixaient dans cette dernière. Que sera-ce donc cette année?

Dans notre Province, on se montre par trop insouciant à cet égard. L'année dernière nous n'avons reçu que 6,000 immigrants et le gouvernement n'a encore pris aucune me-